

# **La noción de « campo » a prueba en la historia social comparada: Las ciencias económicas en Rusia y Argentina.**

Olessia Kirtchik y Mariana Heredia.

Cita:

Olessia Kirtchik y Mariana Heredia (2011). *La noción de « campo » a prueba en la historia social comparada: Las ciencias económicas en Rusia y Argentina. IX Jornadas de Sociología. Facultad de Ciencias Sociales, Universidad de Buenos Aires, Buenos Aires.*

Dirección estable: <https://www.aacademica.org/000-034/805>

MESA TEMÁTICA 69: “**SOCIOLOGÍA DE LAS ELITES**” EJE. 3

**Mariana Heredia**, Investigadora asistente del CONICET con sede en IDAES. Profesora de la Universidad de San Martín y de Buenos Aires: [heredia.mar@gmail.com](mailto:heredia.mar@gmail.com)  
Dirección: Paraná 145 5° A, ciudad de Buenos Aires. Argentina

**Olessia Kirtchik**, Investigadora de la Universidad de Estado — Alta Escuela de Economía de Moscú; docente de la Escuela de Altos Estudios Económicos y Sociales de Moscú (MSSSES). Dirección: 101000 Myasnitskaya av., 18, Moscou, Russie.  
[olessia@kirtchik.com](mailto:olessia@kirtchik.com)

**La noción de « campo » a prueba en la historia social comparada  
Las ciencias económicas en Rusia y Argentina<sup>1</sup>**

**Resumen**

La noción de “campo” elaborada por Pierre Bourdieu es una herramienta muy útil para considerar la evolución y los resultados de diferentes sistemas de producción simbólica. El concepto de autonomización y diferenciación como un proceso constitutivo de los campos tiene un gran valor heurístico para comprender mejor la dinámica histórica de las producciones simbólicas. Del mismo modo, la noción de autonomía relativa permite medir las relaciones con otras esferas de la sociedad, en particular la política. No obstante, los campos no son categorías a priori universales y, en tanto tales, no pueden ser aplicadas a otros tiempos y espacios de manera irreflexiva. Hasta qué punto esta categoría puede ser utilizada en estudios sobre países “periféricos”? La intención de esta comunicación es examinar algunos límites de esta noción a la luz de la historia comparada de las ciencias económicas en Argentina y en Rusia, donde esta disciplina jugó un rol crucial en las transformaciones de esos países en los últimos años

**Palabras clave**

Rusia – Argentina – ciencia económica– campo– Bourdieu – historia social comparada

The notion of 'field' elaborated by Pierre Bourdieu remains an extremely helpful analytical tool for considering the evolution and the performance of different systems of symbolic production. The concepts of autonomization and of differentiation as constitutive processes of fields have a great heuristic value to better understand a historical dynamics of symbolic productions. Besides, a notion of relative autonomy permits to grasp their relations with other spheres of society, and in particular with politics. However, the 'field' isn't a universal a priori category and, as such, it cannot be unreflexively applied to other times and other places. To what extent it may be used in studies dealing with “peripheral” countries? The intention of this paper is to examine some limits of this notion in light of the comparative history of economic sciences in Argentina and in Russia, which played a crucial role in the transformations experienced by these countries since more than twenty years.

---

<sup>1</sup> Este trabajo, nunca presentado en la Argentina, fue publicado bajo el título “La notion de ‘champ’ à l'épreuve de l'histoire sociale comparée : les sciences économiques en Russie et en Argentine” en *Information sur les Sciences Sociales*, Vol. 49(4), pp. 585-613; 2010.

## Introduction<sup>2</sup>

Si des économistes suscitent un questionnement anxieux, sinon passionné, de la part de sociologues et d'autres spécialistes en sciences sociales, c'est sans doute parce que les enjeux qu'impliquent les sciences économiques dépassent de loin le cadre purement disciplinaire. Il est à constater, tout au long du XXe siècle, une économicisation progressive du discours politique ainsi qu'un rôle grandissant des économistes dans les affaires publiques. Une prolifération d'études dans les domaines de la sociologie, des sciences politiques, de l'histoire, de la philosophie sur l'*economics* s'observe depuis une trentaine d'années, en étant d'une certaine manière une réponse, souvent critique, à ce phénomène. Pierre Bourdieu incarne une figure emblématique de résistance intellectuelle aux dérives du 'néolibéralisme' en montrant ses effets néfastes pour l'autonomie de la science, pour la démocratie et la société dans son ensemble<sup>3</sup>.

Pour ce qui concerne les pays et les régions 'périphériques', l'attention portée par plusieurs sociologues aux sciences économiques est concomitante de la montée en puissance inédite d'experts en économie. Ce phénomène a été lié à l'adoption d'une orientation dite néolibérale, à partir des années 1970, consécutivement en Amérique Latine, en Asie, en Afrique, puis en Europe de l'Est. En effet, quiconque se propose d'étudier des transformations profondes subies au dernier quart du XX siècle par des pays comme la Russie ou l'Argentine est inmanquablement conduit à questionner les rapports entre le pouvoir politique, haut lieu de décision, et les économistes qui se sont consolidés comme experts détenant le quasi-monopole de vérité en matière 'économique'.

Comment rendre compte du caractère simultané et radical de cette 'grande transformation'? Comment appréhender l'économicisation de plus en plus totale de la vision politique et du discours public en général? Enfin, comment interpréter la réussite apparente de la science économique en tant que discours sur la société et technologie politique alors même qu'elle révèle son incapacité de prédire des crises et de maîtriser ses propres effets?

L'appareil théorique élaboré par Pierre Bourdieu, notamment la notion de champ, semble un outil particulièrement fructueux pour comprendre l'évolution et le fonctionnement de différents domaines de production symbolique. Ce cadre d'analyse a été mobilisé dans plusieurs études de la discipline économique dans divers contextes nationaux, y compris des pays en 'transition' (Chmatko, 2002; Loureiro, 1997; Neiburg & Plotkin, 2004). Notre intention n'est pas de mettre en question la pertinence des analyses en termes de champ et de capital, mais plutôt de tester la portée et les limites de cet outil analytique pour étudier les rapports entre science, technique et politique dans les pays du Sud et de l'Est ayant entrepris des réformes profondes dirigées par des économistes et inspirées du modèle de marché autorégulé.

Tout d'abord, se pose la question de la spécificité contextuelle des concepts bourdieusiens. Si, comme le fait remarquer Craig Calhoun, certaines notions comme celle d'*habitus* semblent directement applicables pour n'importe quelle société à n'importe quel moment, en va-t-il de même pour la notion de capital ou la notion de

---

<sup>2</sup> C'est l'encouragement de Monique de Saint Martin à l'usage réflexif des notions forgées à partir et pour l'étude des sociétés du 'premier monde' et les discussions auxquelles les auteurs ont participé lors de son séminaire à l'EHESS qui se trouvent à l'origine de cet article.

<sup>3</sup> Pour une critique de la théorie économique contemporaine par Pierre Bourdieu, voir: Bourdieu, 1997.

champ (Calhoun, 1993: 67)? La position de Bourdieu lui-même quant à l'usage comparatif et historique du 'champ' reste ambiguë. Cette notion a été élaborée à partir de l'étude des intellectuels, des écrivains et des universitaires en France, mais a été progressivement étendue 'à toutes les sphères et à tous les lieux'. Comme le rappelle Monique de Saint Martin, Bourdieu invitait les chercheurs de pays aussi divers que les Etats-Unis, le Japon ou le Brésil à 'faire un travail de transposition', en considérant sa proposition élaborée à partir de l'étude du système universitaire français comme 'un programme de recherche sur n'importe quel champ universitaire' (de Saint Martin, 2002: 3). En même temps, Bourdieu a souligné, s'élevant à maintes reprises contre la 'théorie théorique', que le champ n'était pas une catégorie a priori universelle, mais une généralisation empirique à partir d'études concrètes de cas.

Ainsi, il n'est pas facile d'établir ce qui relève du général et du spécifique dans les analyses de divers champs. Plus spécifiquement, dans quelle mesure la notion de champ peut-elle être mobilisée dans des études portant sur les pays 'périphériques', tiraillés entre deux pulsions contradictoires qui seraient d'imiter le 'centre' et d'affirmer leur particularité ? Tout comme d'autres notions forgées à partir et pour les sociétés du 'premier monde' (que l'on appelle couramment 'Nord' en Argentine et 'Occident' en Russie), la notion de champ ne doit pas y être transposée mécaniquement, mais faire l'objet d'un usage vigilant. Toute importation terminologique comporte un risque d'universaliser de manière abusive certains phénomènes, soit en négligeant des spécificités locales, soit en attribuant à ces dernières un statut de déviation par rapport au modèle d'origine. Dans le souci de prendre au sérieux ces tensions entre l'universel et le particulier, nous nous proposons, dans cet article, de mettre la notion de champ à l'épreuve d'une analyse historique et comparative des sciences économiques en Argentine et en Russie dans les années quatre-vingt-dix.

Une confrontation des expériences de pays aussi différents que l'Argentine et la Russie, qui partagent par ailleurs des similitudes étonnantes quant à la logique des transformations récentes (Heredia & Kirtchik, 2010), permet d'abandonner le cadre de référence habituel constitué par le 'monde développé'. Une démarche comparatiste permet de dégager des particularités de développement des sciences économiques dans ces pays qui seraient, selon notre hypothèse, fonction des rapports de long terme entre le pouvoir politique et les sciences sociales, des tensions entre les dimensions nationale et internationale de la production scientifique, enfin, plus récemment, des reconfigurations spécifiques des espaces disciplinaires suite à l'avènement de la 'Révolution néolibérale'.

Après avoir discuté les principes et la portée de la théorie du champ pour analyser l'évolution des espaces de production symbolique, et plus spécifiquement des sciences économiques, nous esquisserons quelques problèmes liés à l'usage de cette notion à partir de l'analyse socio-historique des espaces disciplinaires nationaux en Argentine et en Russie<sup>4</sup>.

## 1. Les champs de production symbolique selon Bourdieu

Le programme de Pierre Bourdieu constitue une expression radicale de l'ambition d'une sociologie des connaissances (Bourdieu, 2001) qui, prônant une posture réflexive vis-à-vis d'elle-même, porte un regard vers des sciences voisines moins enclines à faire un retour sur les fondements de leurs pratiques. A travers la notion de champ<sup>5</sup>, Bourdieu a cherché à produire une *économie* des phénomènes

<sup>4</sup> Cette analyse comparative et historique s'appuie sur deux vastes enquêtes réalisées dans le cadre des thèses de doctorat: Heredia, 2007; Kirtchik, 2007.

<sup>5</sup> Sa reconstruction cohérente est compliquée parce qu'elle n'existe pas en tant que théorie figée

symboliques, à savoir une logique spécifique de la production et de la circulation des biens symboliques, tout en se gardant de transposer des concepts économiques de façon non critique dans la sphère culturelle<sup>6</sup>. La notion de champ ne se réduit pas, comme on le croit parfois, à une 'simple' description d'un espace délimité à l'intérieur du monde social, mais elle sous-entend une conception originale de la différenciation des espaces sociaux, des principes de leur structuration et de leur dynamique.

### 1.1. Modernité, différenciation sociale et évolution du champ des sciences économiques

Dans la perspective de Pierre Bourdieu, les champs de production symbolique constituent des univers distincts qui se sont progressivement autonomisés au sein du monde social au cours du processus de différenciation et de complexification vécu par des sociétés modernes. Une première condition à l'usage de la notion de champ est ainsi qu'elle ne peut être appliquée qu'aux sociétés dont on dit qu'elles sont entrées dans l'histoire. Certes, ce processus de différenciation n'a ni la même temporalité, ni la même profondeur pour tous les espaces sociaux ou disciplinaires. Dans un même contexte historique, certains champs arrivent à se déployer plus que, voire même au détriment, de certains autres. Le processus d'autonomisation n'est pas non plus définitif, ni irréversible. En reprenant la formule de Pareto<sup>7</sup>, on pourrait dire que la modernité est un cimetière de champs dans la mesure où certains champs qui ont existé un jour, perdent par la suite leur raison d'exister et leurs propriétés spécifiques, pour se dissoudre par la suite.

Bourdieu formule un certain nombre de lois générales qui caractérisent n'importe quel champ, parmi lesquelles l'apparition d'un groupe de producteurs dotés de compétences spécifiques socialement reconnues<sup>8</sup> et l'interdiction parmi ces producteurs d'en mettre en question les croyances fondamentales, ou la 'doxa'. Cet ensemble d'axiomes forme le 'subconscient' des champs de production culturelle. La sociohistoire des sciences sociales a précisément pour vocation de combattre cette 'amnésie' disciplinaire qui résulte d'un rapport routinier à leur héritage (Bourdieu, 1995: 3). Le processus d'autonomisation s'accompagne de la formation de l'idéologie spécifique des producteurs, celle de 'l'art pour l'art' chez les artistes ou de 'la théorie pure' chez les scientifiques.

Le schéma général d'autonomisation progressive s'avère particulièrement pertinent pour décrire le développement des sciences économiques qui semblent réussir ce pari mieux que les autres sciences sociales. L'autonomisation de *l'economics* est indissociable d'un projet scientifique de longue haleine qui a systématiquement cherché, à partir de la fin du XIXe siècle, à défaire les sciences économiques de l'origine normative et philosophique de l'économie politique. À la poursuite de cette ambition, les sciences économiques ont voulu emprunter des stratégies analytiques des sciences de la nature. Parmi ces dernières, c'est la physique qui sert fréquemment de modèle aux économistes : l'économie tient à découvrir les relations causales qui

---

en formules filigranes données une fois pour toutes, mais se laisse plutôt saisir à travers de nombreux articles et ouvrages étudiant divers champs de production culturelle (notamment: Bourdieu, 1971a, 1976, 1984a, 1987, 1992), ainsi que de multiples conférences et interviews du sociologue qui portent directement sur les rapports entre les intellectuels et le pouvoir (Bourdieu, 1984b, 1998).

<sup>6</sup> La critique de la notion de champ par Alexander qui reproche à Bourdieu de concevoir tous les microcosmes sociaux sur le modèle du marché capitaliste (Alexander, 2000), ne s'avère pas pertinente dans le cas des champs de production symbolique. Voir la réponse de Lebaron à propos de l'usage des métaphores économiques par Pierre Bourdieu (Lebaron, 2004).

<sup>7</sup> Selon Pareto, l'histoire est un cimetière d'aristocraties. Cf Pareto, 2008 (1901).

<sup>8</sup> Une idée très proche est exprimée par Abbott (1988) dans son analyse du développement des professions.

gouvernent les phénomènes qu'elle étudie et à intégrer leur interprétation dans une théorie générale à caractère synthétique et hypothétique.

Dans ce mouvement vers l'unification et l'abstraction de la théorie économique, la théorie de Marshall (1842-1924) et l'axiomatisation des propositions de Walras (1834-1910) concernant l'équilibre général constituent, selon la plupart des auteurs, une charnière. Deux présupposés sont à la base de ce système théorique : un individu rationnel à la recherche d'un rendement maximal; et un point d'équilibre qui implique un vecteur de prix assurant l'équilibre général d'un système de marchés interdépendants. Cependant, la théorie de Walras n'a été axiomatisée qu'au milieu du XXe siècle. Depuis, la diversité des théories a progressivement fait place à une approche générale qui, malgré les voix discordantes, sert de cadre à la majorité des recherches menées actuellement (Autume & Cartelier, 1995).

Un développement important des méthodes mathématiques appliquées à l'économie, notamment après la Seconde Guerre Mondiale (Beaud & Dostaler, 1996 (1993): 101-122; Weintraub, 2002), a été crucial pour fonder l'universalité et la neutralité (idéologique) du savoir économique<sup>9</sup>. C'est ainsi qu'à partir des années soixante-dix s'observe un progrès considérable de la formalisation et le recours systématique à des techniques quantitatives sophistiquées dans la production économique, coïncidant souvent avec un recul de l'attention portée aux autres sciences sociales et aux textes classiques négligés par l'approche dominante. Comme les chercheurs des sciences dures, la plupart des économistes considèrent à présent qu'il ne faut consulter que les dernières publications spécialisées censées être 'en première ligne' des connaissances de la discipline. On observe en effet une convergence théorique fondée sur les expectatives rationnelles ainsi que la généralisation de l'économétrie comme 'le' langage des économistes et comme mesure de la qualité de leurs contributions. Les acteurs eux-mêmes sont conscients de cette évolution qui établit une différenciation générationnelle importante: plus les économistes sont jeunes, plus ils adhèrent au même cadre théorique et plus ils ont recours aux mathématiques<sup>10</sup>.

Les dernières décennies du XXe siècle ont vu la cristallisation d'une théorie économique relativement unifiée, constituée par un ensemble de lois ahistoriques et universelles qui contribuent à établir une cloison étanche avec les sciences sociales<sup>11</sup>.

---

<sup>9</sup> En URSS, malgré le rejet du cadre théorique néoclassique, un renouveau d'intérêt pour les formalisations économiques au tournant des années soixante a marqué une évolution particulièrement importante. Une série de colloques portant sur différents aspects de la planification mathématique ont eu lieu tantôt aux États-Unis, tantôt en URSS. Ces échanges ont créé une infrastructure de dialogue scientifique entre l'Est et l'Ouest, dont le langage commun fourni par les mathématiques se présentait comme idéologiquement neutre (Bockman & Eyal, 2002: 323-327). Le discours du représentant de l'Académie royale suédoise R. Bentsel prononcé lors de la cérémonie d'octroi du prix Nobel à un économiste soviétique L. Kantorovitch en 1975 sert d'illustration marquante de cette aspiration à fonder l'économie en tant que science qui est à l'œuvre des deux côtés du Mur: 'Les problèmes économiques fondamentaux peuvent être étudiés de manière purement scientifique, indépendamment de l'organisation politique de la société' (Cité d'après: Laureaty nobelevskoj premii: Encyklopedia [Les lauréats du prix Nobel. Encyclopédie], Moscou: Progress, 1992).

<sup>10</sup> En Argentine, comme le montre l'étude de Beltrán sur la *licenciatura* en économie de l'Université de Buenos Aires, dans la réforme des années 1977 et 1997, la formation en mathématiques et en économétrie s'est trouvée renforcée au détriment de la formation en histoire et en sciences sociales (Beltrán, 2005: 490). Cette tendance est encore plus marquée dans les cursus proposés par les universités privées (Califa, 2006). La production des connaissances exprime aussi cette tendance vers une formalisation de plus en plus poussée. Dans le cadre des études de troisième cycle, les thèses 'théoriques' se multiplient parmi les nouvelles générations d'économistes. Tandis que les problématiques concrètes dominent les thèses des économistes formés dans les années cinquante et soixante, les exercices de théorie pure deviennent plus fréquents dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix.

<sup>11</sup> Cette séparation n'est pas seulement le résultat de l'éloignement des sciences économiques

En effet, pendant cette période, l'expansion des sciences économiques a largement dépassé celle d'autres disciplines voisines. D'une part, la démarcation entre l'économie et les autres sciences sociales s'observe dans les espaces de diffusion des connaissances. Les publications universitaires qui concentrent la production spécialisée, au niveau international, se définissent comme strictement économiques et ne font aucune référence aux apports des autres sciences sociales (Devillard, 1989; Lebaron, 2000 : 131-132). En ce qui concerne le grand public, le nombre de magazines économiques augmente et les grands journaux développent des rubriques spécifiques en économie (Arrese, 2002). Parallèlement, l'économie semble s'autonomiser de plus en plus complètement par rapport aux autres sphères de la société, y compris à la politique. La dérégulation des marchés financiers et l'autonomie accordée aux Banques Centrales par les gouvernements occidentaux sont à la fois l'expression et le moteur de ce processus.

Cependant, la coupure radicale de 'l'économique' par rapport à d'autres sphères de la société ainsi que l'autonomie croissante des sciences économiques par rapport à d'autres disciplines scientifiques n'auraient pas été possibles sans l'affirmation d'une nouvelle doxa associée au 'néolibéralisme'. L'unification théorique en sciences économiques réalisée surtout par les grandes universités anglo-américaines a renforcé ce que Hirschman a appelé le 'mono-économisme' (Hirschman, 1984 :45), postulat selon lequel il n'y a pas de caractéristiques spécifiques aux pays qui n'appartiennent pas à l'Occident industrialisé. C'est sur ces présupposés théoriques et méthodologiques que s'est assis le dit consensus de Washington (Williamson, 1990), formé vers le milieu des années quatre-vingt, qui s'est traduit par un ensemble de prescriptions en direction des pays en voie de développement.

Même si le néolibéralisme a pris des traits particuliers selon le pays, un programme commun a guidé cette grande transformation. Il s'agissait des recommandations en faveur des 'réformes structurelles' qui comprenaient des mesures comme la réduction et la réorientation des dépenses publiques, la libéralisation financière et la dérégulation des marchés, les privatisations et, dans certains cas, la formalisation des droits de propriété privée, enfin l'ouverture aux investissements étrangers. Ces recettes, conçues comme universelles, étaient censées conduire les pays sous-développés, par la force objective des lois scientifiques, à la prospérité et réduire des décalages entre le 'premier', le 'second' et le 'troisième' monde.

### *1.2. La fonction idéologique des systèmes symboliques*

Le schéma analytique d'autonomisation du champ des sciences économiques révèle un paradoxe: plus la théorie économique se purifie et s'éloigne de la portée des profanes, plus elle arrive à conquérir des esprits, notamment ceux des décideurs. Bourdieu permet de clarifier cette contradiction apparente en proposant une distinction entre les 'champs de production restreinte' qui produisent des biens destinés à un cercle étroit de spécialistes et les 'champs de production élargie' qui s'adressent aux non producteurs, c'est-à-dire au grand public, qui inclut des couches intellectuelles de la classe dominante comme des autres classes sociales (Bourdieu, 1971b). Si les seconds sont soumis aux exigences de la lutte concurrentielle pour conquérir les plus grandes parts du marché, la logique spécifique de fonctionnement des premiers est principalement dictée par des normes élaborées à l'intérieur des champs eux-mêmes qui tendent ainsi à s'enfermer dans une sorte de système auto-référentiel (Ibid.). Cela explique l'efficacité des productions symboliques des champs de production restreinte: un discours peut avoir des effets politiques parce qu'il est reconnu scientifique, donc

neutre et purifié de l'idéologie<sup>12</sup>.

Mais l'autonomie des champs de production symbolique restreinte est en réalité toujours relative, car ils sont des microcosmes de lutte symbolique qui reproduisent, dans une forme transformée, méconnaissable, la structure de l'espace social dans son ensemble (Bourdieu, 1977: 409). Selon l'analyse de Bourdieu, la fonction proprement idéologique des systèmes symboliques s'accomplit grâce à une homologie structurelle<sup>13</sup> avec le champ du pouvoir politique ou économique : les producteurs symboliques expriment les intérêts des groupes dominants en poursuivant leurs propres fins dans leurs luttes pour la légitimité culturelle ou scientifique à l'intérieur du champ.

C'est précisément le caractère abstrait et formel de la théorie économique contemporaine (en tant que produit d'un champ de production restreinte) qui confère aux économistes la légitimité de parler au nom d'une compétence spécifique dont ils détiennent le monopole. La structure des sciences économiques reproduit, par une sorte d'effet fractal (Abbott, 2001), la structure hiérarchique du champ académique dans son ensemble, avec l'économie mathématique (modèles macroéconométriques) au sommet et les domaines plus 'appliqués' (l'économie agricole, par exemple) ou plus 'mous' (l'histoire de la pensée économique) en bas de l'échelle<sup>14</sup>. Dès lors, il n'est pas surprenant que des 'théoriciens purs', possédant le plus grand volume de capital symbolique au sein de la discipline soient souvent critiqués par des économistes, ayant une orientation plus 'empirique' ou plus 'douce', pour l'irréalisme de leurs propositions et pour le formalisme de leurs constructions théoriques, enfin pour la standardisation excessive de la production scientifique<sup>15</sup>.

Or, ce qui est particulièrement intéressant dans le cas du développement récent des sciences économiques, c'est un lien fort entre la théorie la plus pure et les formations économiques appliquées. D'une part, la valeur des économistes se mesure souvent par leur capacité de servir la pratique. On peut alors constater que les théoriciens les plus renommés s'engagent dans des activités de conseil auprès des autorités ou des grands entrepreneurs. D'autre part, l'expansion des sciences économiques s'explique dans une grande mesure par la création de formations et d'instituts de recherche complètement tournés vers la prise de décision ou vers le monde des affaires. En Argentine, de nombreuses initiatives privées ont associé des économistes formés à l'étranger et de grands entrepreneurs. En Russie les *business schools* les plus prestigieuses, telles que *Skolkovo*, ont été créées sous les auspices du Président ou du Gouvernement et bénéficient du patronage du grand capital.

En effet, les économistes ne se sont pas éloignés de la même manière de tous les groupes sociaux. Suivant le modèle de Milton Friedman et ses collègues, la plupart des économistes du Sud formés à Chicago ont développé des liens avec les plus grands chefs d'entreprise et les dirigeants des organisations internationales. Pour ces

---

<sup>12</sup> Cette idée fait écho à une analyse subtile de Jürgen Habermas qui a mis en évidence une scientification croissante de la politique et de la vie publique corollaire de l'apparition des idéologies au sens étroit du terme qui 'remplacent les légitimations traditionnelles de la domination en même temps qu'elles se présentent en se réclamant de la science moderne et se justifient en tant que critique de l'idéologie' (Habermas, 1990: 34).

<sup>13</sup> Pierre Bourdieu utilise le terme 'homologie' pour désigner un rapport de correspondance structurelle et fonctionnelle ou de 'ressemblance dans la différence', qui existe entre des champs relativement autonomes (Cf. Bourdieu & Passeron, 1970 : 194-200).

<sup>14</sup> Selon une observation de Pierre Bourdieu, le système universitaire actuel reproduit, sans jamais le mettre en question, ce principe de hiérarchisation scolastique hérité du passé, qui veut que les disciplines 'pures' (mathématiques, philosophie) soient toujours au sommet, et les disciplines 'impures', appliquées, en bas de la hiérarchie (Bourdieu, 1996a).

<sup>15</sup> Voir, par exemple, des critiques adressées par Paul Krugman aux économistes dits *mainstream*, notamment de ce qu'il appelle 'l'économie de ketchup' (Krugman, 2009).

derniers, les diagnostics et les propositions des économistes apparaissent comme des moyens dans la poursuite stratégique de la maximisation des richesses, du pouvoir et de la légitimité. L'appui des entrepreneurs et des fonds internationaux contribue, à son tour, à accroître l'indépendance financière des économistes du courant dominant (par rapport aux universités publiques et à l'administration) ainsi que leur visibilité et leur influence politique. Dans la mesure où la prise des décisions au niveau national implique, de plus en plus, la coordination avec des instances internationales, la montée des économistes au sommet des gouvernements semble se développer, selon l'expression de Markoff & Montecinos (1994 : 8), par 'expansion contagieuse'.

La détection de ces liens étroits a conduit certains auteurs, qui travaillent dans le cadre de l'approche critique, à dénoncer un pouvoir 'caché' derrière les économistes. Le concept d'autonomie relative des champs de production symbolique de Bourdieu nous met en garde contre ce type de court-circuit réductionniste. Cependant, puisque l'autonomie n'est pas une grandeur constante, il reste à déterminer son degré (ou son absence quasi-totale) dans l'étude d'un espace disciplinaire concret. C'est là précisément le cœur du problème de l'usage de ce cadre conceptuel pour étudier des sciences économiques 'périphériques'.

## **2. Les sciences économiques en Russie et en Argentine: l'apport d'un 'regard décentré'**

L'étude comparative des transformations récentes des sciences économiques dans les pays comme l'Argentine ou la Russie conduit à mettre en question la pertinence de l'usage de la notion de champ. En premier lieu, dans quelle mesure le principe de changement des sciences économiques en Russie et en Argentine leur est-il propre ou interne ? Pour répondre à cette question, nous examinons le rôle de l'État, d'une part, et le poids de l'internationalisation du savoir économique, d'autre part, dans la mutation radicale des sciences économiques ayant lieu, depuis trente ans en Argentine, et un peu plus récemment en Russie. En second lieu, quels ont été des effets de cette 'révolution' sur ces deux espaces disciplinaires nationaux ? D'un côté, ils touchent à la structure et aux principes de fonctionnement de ces espaces disciplinaires. D'autre côté, ils ont redéfini les rapports entre les sphères politique et économique. Faut-il interpréter cette mutation comme l'expression de l'émergence d'un nouveau champ techno-politique ? Cette dernière question nous conduit à réfléchir sur les formes actuelles du gouvernement, se présentant comme dépolitisées, qui ne semblent pas être exclusives des pays 'périphériques'.

### **2.1. Les facteurs de la 'révolution néolibérale' dans les sciences économiques**

#### *2.1.1. L'économie, une science de l'État*

Un premier problème lié à l'usage de la notion de champ pour analyser les transformations des sciences économiques en Argentine et en Russie concerne les principes qui fondent leur dynamique. Bourdieu insiste sur le fait que la logique de fonctionnement des espaces de production symbolique serait le résultat de l'action concomitante de contraintes intérieures et extérieures (Bourdieu, 1971a). Cela paraît assez juste pour décrire la logique des révolutions en sciences économiques. En effet, à commencer par la 'révolution keynésienne', les transformations ne sont jamais le résultat de luttes purement intérieures pour le monopole de la vérité. Notamment, le rôle actif de l'État dans le développement des sciences économiques a été mis en lumière pour différents pays (Furner & Supple, 1990). En URSS et en Argentine la dépendance des sciences sociales vis-à-vis de l'État semble particulièrement forte, au point de

devenir — à des moments spécifiques de leur histoire — un principe prépondérant, sinon exclusif, de leur transformation. Le développement des sciences économiques dans ces pays est intimement lié à l'État et aux représentations du rôle de l'État dans l'administration de l'économie, voire à son degré d'interventionnisme.

Une analyse comparative et historique de l'économie, indissociable de l'histoire de la politique économique, conduit à constater premièrement que les élites de ces pays ont, depuis des décennies, eu tendance à partager une vision très technocratique du politique. Si pour certains auteurs [Beck, 2001 (1973)], celle-ci constitue une caractéristique majeure des sociétés occidentales à la fin du XXe siècle, il est à constater un usage particulièrement tranchant et autoritaire des discours et des dispositifs technopolitiques au Sud et à l'Est. Le rôle crucial qui revient aux économistes dans la gestion des affaires publiques, du moins dans la formulation des problèmes sociaux et des mesures à prendre, peut être mis en rapport avec un développement insuffisant des sociétés civiles dans ces deux pays (Stanziani, 1998). Cette situation particulière assigne de fait à l'économie le statut d'une science de l'État dont les enjeux disciplinaires sont difficilement distinguables des enjeux directement politiques.

L'emprise du libéralisme économique, du positivisme et du rejet du passé autochtone a été particulièrement forte aux origines de l'État et de la société argentine (Terán, 1987). On peut même affirmer que l'idéal d'un 'gouvernement scientifique' constitue, dans ce pays, une sorte de mythe fondateur. Dans une histoire de forte instabilité politique, l'appel fréquent à la science —comme expression de la raison et comme moteur de la civilisation—cherchait à légitimer les gouvernements sans appui populaire, en leur accordant une autorité qui se voulait extérieure aux 'querelles politiciennes'. La tradition populiste, quant à elle, a souvent dénoncé l'antidémocratie des dispositifs techniques sans assurer non plus l'autonomie et le pluralisme des productions intellectuelles.

La Russie présente un autre exemple d'un pays où les idées de gestion scientifique de la société se trouvent profondément enracinées en revêtant, au fil du temps, des figures idéologiques diverses. La technopolitique y a pris successivement les formes de la technocratie des 'gens savants' dans le premier tiers du XXe siècle, puis de l'épistémocratie soviétique fondée sur l'enseignement du marxisme-léninisme, enfin du Gouvernement des réformes critiqué pour son 'bolchévisme marchand'.

L'imbrication étroite entre les sciences économiques et la raison d'État est particulièrement évidente dans le cas de la 'révolution néolibérale' qui a eu lieu en Russie comme en Argentine à la fin des années 1980. En accord avec cette tendance, la participation d'économistes a été fondamentale dans l'interprétation des problèmes collectifs, dans l'élaboration et l'adoption d'une orientation axée sur la liberté des marchés<sup>16</sup>. D'une part, ils ont progressivement supplanté, sinon dominé, les autres acteurs dans les débats publics. D'autre part, les gouvernements des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix ont eu de plus en plus recours à ces experts et leur ont délégué une part importante des décisions. Des économistes d'orientation néolibérale ont concentré, à travers des collaborateurs ayant leur confiance, la direction de plusieurs institutions de l'État participant à l'adoption et à la mise en place des réformes radicales

---

<sup>16</sup> Il faut souligner que l'ascension des économistes néolibéraux en Argentine et en Russie à la fin des années 1980 — au début des années 1990 a été, en grande partie, conditionnée par le sentiment d'urgence, voire de crise. La prise de conscience par les autorités d'un problème (inflation, stagnation ou retard technologique) et la formulation de ceux-ci par des experts (économistes) conduisent à l'adoption de mesures visant d'abord à ajuster le système existant, ensuite à le modifier de façon de plus en plus substantielle. Sans ces situations de crise, considérées comme insolubles par les acteurs et les moyens traditionnels, les experts en économie n'auraient pu participer aussi activement à la prise des décisions.

qui ont profondément remodelé ces sociétés. Cette révolution inséparablement politique et scientifique a impliqué une transformation cognitive et institutionnelle des disciplines économiques dans ces deux pays. Or, c'est la volonté politique, celle d'en finir de façon radicale avec le passé, qui a été une source majeure de transformation d'un savoir qui a servi à la préparer, à la légitimer et à lui fournir des instruments.

### 2.1.2. *L'américanisation des sciences économiques en Argentine et en Russie*

Un deuxième facteur important de la transformation récente subie par les sciences économiques en Russie et en Argentine est l'internationalisation, ou plutôt l'américanisation, de cette discipline. En effet, le terme d'«américanisation» semble plus pertinent, car si la première notion suppose un échange à double sens et une certaine diversité d'influences, la seconde implique une direction unique et une seule source d'autorité. Si l'hégémonie américaine s'étend sur une bonne partie de la production scientifique mondiale, les sciences économiques constituent parmi les sciences sociales un exemple poussé à l'extrême<sup>17</sup>. Après la Seconde guerre mondiale, les caractéristiques distinctives des économistes américains sont devenues, assez naturellement, les caractéristiques distinctives de la bonne science économique professionnelle<sup>18</sup> (traduction des auteurs. Johnson, 1977 :23; cité in: Coats, 1993: 43).

Cette américanisation a été, en Argentine, le résultat de deux vagues successives. La première a eu lieu sous les auspices de l'*Alliance for Progress* lancée par le président Kennedy en 1961. C'est dans le contexte de l'«offensive modernisatrice» qui a suivi le renversement de Peron (en 1955) que l'Université de Buenos Aires ainsi que d'autres universités privées ont créé des formations en économie, sociologie et psychologie. Cependant, vers les années soixante, les influences étrangères ne constituaient pas un ensemble unifié. Les universitaires qui s'estimaient «progressistes» pouvaient imiter les modèles étasuniens tout en s'efforçant de rester attentifs au «contexte latino-américain dans lequel s'insère l'Argentine» et aux «possibilités créatrices de la communauté»<sup>19</sup>. L'existence d'autres pôles politiques et intellectuels (l'Europe et le bloc soviétique), la fragmentation des agents culturels américains (démocrates à Harvard et républicains à Chicago) et l'importance relative des institutions locales ont limité cette influence.

La deuxième vague d'américanisation des sciences économiques date des années quatre-vingt, et plus encore des années quatre-vingt-dix. Elle coïncide avec une emprise américaine encore plus forte sur la culture occidentale et avec un affaiblissement remarquable des institutions universitaires et scientifiques locales. D'une part, la libéralisation économique mise en œuvre par les gouvernements européens et les anciens socialistes est apparue, pour les réformateurs latino-

---

<sup>17</sup> Pour reprendre les propos de Frédéric Lebaron, «la domination américaine est l'une des principales caractéristiques de la production théorique en économie» (Lebaron, 2000: 131 et sq.). Les chercheurs américains (d'origine ou de nationalité) sont nettement prédominants (19/27) parmi les prix Nobel décernés à la discipline entre 1980 et 1999. Des données bibliométriques (par ex., Web of Science) révèlent une forte domination d'auteurs américains dans les revues professionnelles en termes du nombre de publications et des citations obtenues, donc de la visibilité et de l'impact de leurs productions scientifiques. D'ailleurs, des revues américaines (*Journal of Economic Theory*, *Econometrica*, *American Economic Review*, *Review of Economic Studies* et autres) sont reconnues, par la plupart des économistes occidentaux, comme les plus exigeantes et les plus prestigieuses. Enfin, la renommée internationale de l'Université de Harvard, de Chicago ou du Massachusetts Institute of Technology (MIT) n'est concurrencée par aucune institution européenne.

<sup>18</sup> Dans l'original: «... the distinguishing characteristics of American economists became, naturally enough, the distinguishing characteristics of good professional economics».

<sup>19</sup> Les phrases entre guillemets correspondent à des citations de témoignages recueillis par Neiburg et Plotkin (2004 : 62) parmi les principaux économistes et sociologues argentins des années soixante.

américains, comme la justification d'un virage mondial inévitable, auquel la région devait nécessairement s'adapter. D'autre part, le monde universitaire argentin avait connu, tout au long du XX siècle, l'ingérence permanente des autorités nationales : à maintes reprises professeurs et étudiants critiques étaient chassés des locaux universitaires tandis que ceux qui restaient étaient soumis à un régime instable et mal rémunéré.

L'américanisation des sciences économiques dans l'espace post-socialiste s'inscrit dans cette deuxième vague qui couronne la 'marche triomphale du néolibéralisme' à l'échelle de la planète. La libéralisation de l'économie s'accompagne ici de l'invasion des théories économiques occidentales néoclassiques, dont le monétarisme, et des formalisations économétriques. Des manuels en économétrie, en management, en finances ont été traduits en abondance après l'adoption des réformes néolibérales en Russie. Les anciens professeurs en économie ont alors été censés les étudier en même temps que leurs étudiants. De manière générale, tout le système d'enseignement des sciences économiques avait à se conformer, avec plus ou moins de succès, aux besoins du jour. La coupure a été si radicale que pour beaucoup l'économie en tant que discipline académique n'avait pas existé en Russie avant 1992.

En Argentine progressivement depuis les années soixante-dix, et en Russie plus récemment, dans les écoles et les universités privées considérées les plus réputées de la discipline la majorité des professeurs ont fait leurs études dans des universités américaines ou européennes. Des universités privées argentines et russes ont conclu des accords avec des institutions prestigieuses qui permettent aux étudiants de suivre des séminaires à l'étranger ainsi que de valider internationalement les diplômes obtenus dans leur pays. Ces programmes de master sont souvent soumis à l'évaluation d'agences internationales. D'autre part, les étudiants en économie qui restent en Argentine ou en Russie accèdent à une formation dont les contenus et les critères d'évaluation reproduisent souvent les contenus et les standards nord-américains. Ainsi, la *Russian Business School (Rossijskaja ekonomitcheskaja shkola)*, institution d'enseignement en économie la plus prestigieuse du pays<sup>20</sup> fondée en 1992, veut explicitement conformer son programme d'enseignement en *economics* et en finances, très centré sur la modélisation économique, aux 'standards internationaux' (c'est-à-dire américains). Elle est aussi parmi les rares institutions russes qui recrutent ses professeurs sur le marché des diplômes international<sup>21</sup>.

L'internationalisation des savoirs économiques ne concerne pas seulement l'enseignement et la circulation d'étudiants et de professeurs : la politique des publications et de productivité scientifique s'accorde aussi à cette tendance. La recherche scientifique n'est validée et reconnue, par des économistes *mainstream*, que si elle aboutit à une publication dans un périodique de réputation internationale. En adoptant les critères américains de promotion, les universités, et notamment les universités privées, exigent une production de qualité reconnue ainsi qu'un certain taux de productivité. En Argentine, où l'américanisation des sciences économiques est plus complète qu'en Russie, le montant du salaire des chercheurs est souvent fixé en fonction de leur production ; la continuité même des postes dépend de la production

---

<sup>20</sup> Ce n'est pas par hasard si le Président Obama a choisi cette institution comme lieu pour une conférence publique lors de sa première visite officielle en Russie en juillet 2009.

<sup>21</sup> Cette école représente un exemple d'américanisation la plus poussée, sinon une exception, par rapport à des institutions d'enseignement en *economics* moins prestigieuses. Parmi 23 professeurs titulaires, 14 sont titulaires d'un doctorat (et/ou post-doctorat) étasunien (MIT, Harvard et autres) et plusieurs, européen; des titulaires de doctorat russe sont presque tous issus du CEMI (l'Institut Central d'Économie Mathématique), institution soviétique la plus prestigieuse et la plus 'autonome'.

pouvant être publiée à l'étranger.

C'est ainsi que les sciences économiques en Russie et en Argentine se trouvent doublement hétéronomes, par rapport à l'espace politique et par rapport à la science économique produite par des universités américaines. Si les sciences économiques dans les deux pays n'ont pas connu une autonomie, comparable à celle de l'*academia* dans les pays développés, la 'révolution néolibérale' —qui a remodelé complètement leur visage— a été premièrement et fondamentalement le résultat de l'action des forces extérieures<sup>22</sup>. L'extériorité du principe de changement a des conséquences méthodologiques majeures dans la mesure où elle est en rapport direct avec le degré de radicalité de cette 'révolution'. Quels sont les effets de cette dernière sur la structure et la dynamique des espaces disciplinaires dans les deux pays ?

## **2.2. Les effets de la 'révolution néolibérale' sur les espaces disciplinaires**

### *2.2.1. La fragmentation du monde des économistes*

La 'révolution néolibérale' a des conséquences ambivalentes pour les espaces disciplinaires nationaux russe et argentin, allant d'une ouverture vers la communauté scientifique internationale à l'affaiblissement encore plus grand des institutions locales. L'internationalisation, synonyme d'américanisation, contribue à une meilleure intégration de la science nationale dans l'espace international de production et de circulation des savoirs en matière économique. Cette tâche est cruciale notamment dans le cas des sciences économiques en Russie qui ont connu un effet sclérosant de fermeture et d'autarcie pendant le régime soviétique (à l'exception, en partie, des économistes mathématiques et des spécialistes de 'la critique des théories bourgeoises', dont certains ont eu des échanges avec des collègues occidentaux et/ou l'accès à la littérature professionnelle en langues étrangères). L'américanisation implique alors une mise à jour des débats et des outils analytiques, mais aussi une amélioration de la qualité des recherches et une standardisation de la présentation des résultats.

En même temps, ce processus contribue à fragmenter l'espace de production des savoirs sur l'économie nationale en opposant les anciennes et les nouvelles institutions, les différentes générations d'économistes dans un conflit irréductible. Certes, comme le soutient Howard Becker, tout milieu professionnel serait de fait plus ou moins fragmenté et le champ autonome, intégré ou structuré selon des principes partagés par tous ses membres serait plutôt une exception que la règle<sup>23</sup>. Or, dans les cas étudiés, on peut constater une division telle qu'il devient extrêmement difficile de parler d'un espace disciplinaire unique et unifié. Les économistes dominants et dominés, ces derniers souvent marginalisés, n'appartiennent pas aux mêmes institutions, ne partagent ni les mêmes références ni les mêmes présupposés théorico-idéologiques. Enfin, les politiques de recrutement, de publication, de promotion, en œuvre chez les uns et les autres n'obéissent pas à des règles communes. L'espace de discussion professionnelle est de ce fait très fragmenté, voire segmenté dans des sous-espaces fermés qui se méconnaissent mutuellement.

Dans le cas argentin comme russe, alors qu'il était de plus en plus difficile de

---

<sup>22</sup> L'internationalisation des sciences économiques est au fond inséparable de l'internationalisation des communications, du commerce et des finances. Ainsi, un facteur essentiel de cette transformation profonde a été le besoin d'ajuster leurs institutions locales (entre autres les statistiques, les systèmes bancaires, financières, comptables) à des standards internationaux, ce qui a impliqué une transformation des routines existantes, au niveau des catégories et des pratiques, et/ou l'émergence de nouveaux domaines du savoir.

<sup>23</sup> Pour cette raison, il propose de parler des 'mondes' plutôt que des 'champs' sociaux (Becker, 2006).

distinguer entre les programmes des partis politiques, il était possible, au moins jusqu'au début des années deux mille, d'établir une cartographie idéologique des sciences économiques. Durant le dernier quart du XXe siècle en Argentine et depuis la Perestroïka soviétique, une opposition s'est établie entre les positions soucieuses de l'autarcie économique—en particulier de l'industrialisation—du pays (un centre gauche nationaliste) et les positions libérales (un centre droit mondialiste). Les différentes versions de la gauche et du nationalisme ont souvent été rassemblées sous la notion d'«hétérodoxie» et les courants libéraux et de droite sous celle d'«orthodoxie». Ces sous-espaces disciplinaires sont relativement unifiés: les organisations et les économistes de chaque groupe possèdent des espaces communs de communication et des mécanismes de reconnaissance académique mutuelle. Les trajectoires d'économistes à l'intérieur de chaque groupe présentent des régularités remarquables, notamment au niveau du type de formation, d'organisme d'appartenance et des relations extra-académiques (administration, politique, media, business)<sup>24</sup>.

L'influence politique conquise par les économistes orthodoxes, jusqu'alors relativement marginaux dans les milieux universitaires et dans les agences plus techniques de l'État, a bouleversé les positions et les ressources des divers groupes de spécialistes. Alors que les agences publiques liées à l'État régulateur connaissaient une diminution des ressources et du prestige, celles fondées ou commandées par les économistes orthodoxes ne cessaient d'en gagner. De même, tandis que les économistes qui travaillaient pour les universités publiques, pour l'État ou pour les partis politiques étaient discrédités pour ce qui concerne à la fois la transmission des savoirs et la prise des décisions, les réformistes se voyaient offrir de nombreuses opportunités professionnelles, souvent très bien récompensées.

Les tentatives du gouvernement pour faire appel à cette «communauté» disciplinaire se sont heurtées à sa profonde segmentation. Ainsi, en Argentine, l'Agence Nationale d'Évaluation et d'Accréditation Universitaire (CONEAU) constate la coexistence de critères et de standards bien différents parmi les économistes (Tovillas, 2001: 97-99). Les institutions les plus anciennes, l'Académie Nationale des Sciences Économiques (ANCE) et l'Association Argentine d'Économie Politique (AAEP), ne semblent pas non plus remplir cette fonction de rassemblement et de mise en dialogue<sup>25</sup>. Appréciée des économistes plus âgés et de ceux qui restent liés aux institutions scientifiques et universitaires locales, l'Académie ne réveille pas l'intérêt des générations suivantes, davantage orientées vers les milieux internationaux. En Russie, on peut observer un clivage similaire: des colloques et des réunions organisés par des anciennes institutions de recherche, notamment faisant partie de l'Académie des sciences de Russie (l'ancienne Académie des sciences de l'URSS) sont complètement ignorés par les «néoclassiques».

Face au défaut de pluralisme, les économistes marginalisés ont dénoncé

---

<sup>24</sup> Les trajectoires de deux économistes argentins permettent d'illustrer cette appartenance sélective. SK a étudié dans la plus grande université publique, puis a fait une spécialisation dans un institut associé au programme industrialiste, a été assistant à un institut de recherche de centre-gauche et participe aujourd'hui dans un groupe technico-politique hétérodoxe. SU, en revanche, a effectué ses études dans l'université privée la plus prestigieuse, puis a dispensé des cours à une autre université privée, et il est chercheur dans un *think tank* d'orientation libéral.

<sup>25</sup> L'ANCE est composée d'économistes de différentes orientations, qui se réunissent périodiquement. Elle est aussi le siège d'un certain nombre de réunions publiques et l'éditrice de quelques publications. Certes, on peut mentionner quelques initiatives de rassemblement et de mise en dialogue —la revue *Desarrollo Económico*, dans les années soixante-dix et quatre-vingt ou les journées de discussion organisées par la Banque Centrale ou par la Faculté des Sciences Économiques de l'UBA dans les années quatre-vingt-dix. Toutefois, ces réunions sont rares, épisodiques et jugées insuffisantes.

l'intolérance de la vision dominante vis-à-vis des approches alternatives et des critiques de leurs collègues concitoyens. En effet, considérant les autres courants théoriques comme dépassés, voire comme non scientifiques, les néolibéraux tendent à revendiquer la seule voie légitime au sein de la profession et à placer leurs adversaires à l'extérieur du champ professionnel. Les 'populistes', les 'démagogues' et les conseillers 'à leur service' deviennent les principaux rivaux du discours néolibéral. La nouvelle opposition ne s'établit plus, selon eux, entre économistes d'orientations différentes mais entre économie et politique, opposition dans laquelle l'économie serait associée à la science, à la raison, à la vérité et la politique à l'idéologie, à l'irrationalité et au mensonge.

### 2.2.2. L'Hybridation des profils professionnels

Parallèlement à la fragmentation et à la segmentation idéologique et institutionnelle des sciences économiques, on constate la propagation chez les économistes de profils professionnels de plus en plus diversifiés. En effet, ce qui caractérise les experts, au moins en Argentine et en Russie, c'est leur capacité de participer à des réseaux divers, de cumuler des positions et de circuler dans un milieu relativement clos, ce qui leur permet de bénéficier d'un accès à des informations et à d'autres ressources nécessaires pour réussir. La multiplicité des affiliations (université, administration, *think tank*, entreprise, médias) a pour conséquence le caractère hybride de nombreux profils professionnels.

Ces profils hybrides ne caractérisent pas uniquement les économistes, mais aussi leurs institutions. Dans les années soixante et soixante-dix, aussi bien en Europe qu'aux Etats-Unis, apparaissent ces nouvelles instances de la production du savoir en matière d'économie, que sont les *think tanks* (voir à ce sujet: Stone & Andrew, 2002 ; Rich, 2004). Ces institutions, au carrefour entre la science économique, le monde des affaires et la politique, se présentent comme une manière de dépasser les limites des anciennes organisations corporatives du patronat : ces centres d'expertise semblent capables d'articuler assistance technique et lobbying en se présentant comme des espaces neutres, visant l'intérêt général (Conaghan, 1988).

Cette innovation a très tôt attiré l'attention des entrepreneurs argentins qui constataient que les corporations traditionnelles avaient perdu de leur force et qu'il était nécessaire de les redynamiser. Vers les années soixante et soixante-dix, la création de la *Fundación de Investigaciones Económicas Latinoamericanas* (FIEL), de l'*Instituto de Estudios Económicos de la Realidad Argentina y Latinoamericana de la Fundación Mediterránea* (IERAL-FM) et du *Centro de Estudios Macroeconómicos de Argentina* (CEMA) ont été le résultat du rapprochement entre entrepreneurs et experts en économie. En Europe de l'Est, et notamment en Russie, des centres ou des instituts de recherche de ce type, dits 'indépendants', sont fondés en grand nombre dès la fin des années 1980: parmi d'autres, à Moscou, l'Institut d'Études de l'Économie en Transition (*Institut Ekonomiki Perehodnogo Perioda*) ou, plus récemment, le Centre d'Études Stratégiques (*Centr Strategitscheskih Issledovaniy*).

Initialement conçus comme centres de soutien intellectuel aux réformes de démocratisation et de libéralisation économique, ils ont désormais, le plus souvent, une double vocation. D'une part, ils fournissent une expertise scientifique à l'attention des décideurs (conseil, programmes d'action, projets de lois, etc.) et des entrepreneurs (analyses de marchés, pronostics, etc.). D'autre part, ils servent de réservoir de cadres pour la haute administration de l'État (et aussi pour les principales entreprises publiques).

Des passages d'un *think tank* à une agence gouvernementale (notamment, au

ministère de l'Économie) et vice versa, à commencer par les auteurs et responsables des réformes radicales sont de fait une pratique courante dans les années quatre-vingt-dix. En effet, en Argentine, après avoir fait ses études à Harvard, fondé un centre de recherche en économie et occupé le poste de Président de la Banque Centrale, Domingo Cavallo a été nommé ministre de l'Économie en 1991. Une centaine d'économistes de son *think tank* ont accédé au Ministère, à la direction des banques publiques et à de hauts postes dans l'administration publique (selon de Pablo, 1994 : 44). De façon similaire, en Russie, Egor Gaïdar, avant d'occuper les postes d'adjoint au Premier Ministre pour la réforme économique, de ministre de l'Économie et de ministre des Finances en 1991-1993, a été chercheur à l'Université d'État de Moscou et à l'Académie des Sciences, éditeur économique du *Kommunist* et de la *Pravda*, enfin directeur de l'Institut d'Études de l'Économie en Transition, qu'il rejoint après le passage au Gouvernement.

Or, il s'agit de l'imbrication très étroite des espaces politique et disciplinaire, qui rend difficile la délimitation des frontières du champ des sciences économiques. En effet, les mêmes économistes, tout en appartenant à un champ de production restreinte, peuvent aussi bien assumer un rôle d'expert national ou international, de vulgarisateur ou de conseiller généreusement rémunéré, un rôle qui renvoie à la diffusion du savoir économique auprès des non spécialistes en économie. Dans ce cas, à quoi, au juste, renvoie la notion de champ: à un champ universitaire national, international; est-il encore synonyme d'une discipline, d'un groupe professionnel? Une des options méthodologiques pour rendre compte de cette diversité de trajectoires serait de constituer un échantillon d'économistes représentatifs de différentes institutions et de différentes tendances au sein d'un espace disciplinaire national (ou même international) à un moment précis<sup>26</sup>. Si cette démarche semble légitime, c'est parce que le problème d'efficacité, ou de *performativité*, des sciences économiques ne se réduit pas aux enjeux propres à un champ universitaire. Si elle semble, cependant, insuffisante, c'est parce qu'elle ne permet pas vraiment de saisir toutes les conséquences de la montée en puissance de ce groupe de spécialistes sur les espaces disciplinaires nationaux.

En effet, la multiplication des experts et l'accroissement de leur influence pourraient être comprises comme indice de l'émergence d'un nouveau champ technocratique ou techno-politique internationalisé. Ceci dit, l'hybridation des profils d'économistes, loin d'être un phénomène nouveau, constitue une des caractéristiques distinctives des praticiens des sciences économiques depuis toujours. Deux éléments novateurs méritent cependant d'être soulignés. D'une part, au moment des réformes radicales, des économistes arrivent au sommet du pouvoir et détiennent le quasi monopole, parmi d'autres groupes de spécialistes, d'accès à de hauts postes de l'administration centrale. D'autre part, l'emprise du discours économique dans l'espace public et dans la formulation des problèmes politiques, dénonçant une pratique politique 'décevante', 'lente', 'inutile', 'parasitaire', 'mensongère', constitue un trait caractéristique de notre temps. Toutefois, pour faire référence à un champ techno-politique, il faudrait réussir à montrer que ses membres se reconnaissent mutuellement en tant que pairs, qu'ils sont socialement reconnus comme tels, qu'ils partagent le même *illusio*, enfin

---

<sup>26</sup> Telle est la voie empruntée, par exemple, par Frédéric Lebaron lors de la construction d'un champ des économistes français, dans lequel il inclut des représentants des mondes aussi divers que l'université et la recherche, l'administration et les grands corps de l'État, ou encore l'entreprise. La description statistique du champ ainsi constitué permet par ailleurs de nuancer les principes de divisions internes et de hiérarchisation au sein de la discipline qui dépassent les descriptions 'autochtones' ou normatives (Lebaron, 2000).

qu'ils s'engagent dans une lutte pour un capital spécifique. Nos analyses nous rendent sceptiques, du moins pour les cas argentin et russe: le principal critère de constitution et de survie de ces espaces hybrides reste leur rapport préférentiel avec les pouvoirs politiques et économiques.

Dans ce sens, on peut constater une certaine continuité entre les gouvernements autoritaires et le nouveau régime démocratique qui repose moins sur une idéologie socio-économique commune que sur ce que Centeno appelle une 'idéologie épistémologique': 'la clef fondamentale de la révolution technocratique n'est pas nécessairement la victoire d'un dogme social ou économique spécifique. Elle semble plutôt le triomphe d'une vision du monde linéaire, formelle, orthodoxe et intransigeante. [...] Autrement dit, l'élite partage plus une idéologie épistémologique qu'économique, un accord sur la source et la nature des connaissances politiques et non sur leurs contenus' (Centeno, 1994 : 211-212).

## Conclusion

La théorie du champ permet de dépasser une opposition souvent stérile entre les approches idéalistes, en terme de science et d'art 'purs', et les approches matérialistes, en termes de contraintes structurelles générales. Ce faisant, l'approche élaborée par Pierre Bourdieu invite à saisir ces espaces différenciés du monde social dans toute leur spécificité. Le concept d'autonomisation comme processus constitutif des champs est fort heuristique pour appréhender la dynamique historique des productions symboliques (la formalisation et l'unification des savoirs), alors que celui de l'autonomie relative permet de rendre compte de certains aspects des rapports entre les espaces disciplinaires et le champ du pouvoir (la fonction idéologique). Nonobstant, malgré sa contribution essentielle à l'analyse sociologique des producteurs et des productions symboliques, la notion de champ ne nous semble pas entièrement satisfaisante pour rendre compte des évolutions étudiées. Des contextes nationaux, notamment des espaces disciplinaires ayant un statut 'périphérique'<sup>27</sup>, posent des problèmes spécifiques.

Premièrement, les histoires des sciences économiques en URSS-Russie et en Argentine dégagent des images fort éloignées d'une évolution progressive d'un champ disciplinaire vers une plus grande autonomie qui serait principalement le résultat de ses tensions et de ses enjeux intérieurs. Leur histoire y semble en effet structurée par une double dépendance, par rapport aux influences étrangères et par rapport au pouvoir politique et économique intérieur, inégale selon la période. Dans la période plus récente, la 'révolution néolibérale' dans les sciences économiques a été en Russie et en Argentine beaucoup moins le résultat de l'évolution propre du champ disciplinaire que le fruit de l'influence des facteurs extérieurs au monde universitaire et scientifique, parmi lesquels la crise économique, les luttes pour le pouvoir, le poids des acteurs internationaux.

Deuxièmement, l'extériorité du principe de changement, même si les sciences économiques y ont sans doute contribué, a eu pour conséquence un éclatement épistémologique et institutionnel de la discipline. Une fragmentation extrême des espaces disciplinaires nous conduit à mettre en question la pertinence de la notion de champ pour décrire les sciences économiques dans ces deux cas nationaux.

Enfin, l'analyse en termes de champ s'avère insuffisante pour rendre compte des

---

<sup>27</sup> C'est le cas notamment des sciences sociales, et plus particulièrement de l'économie. Des champs de la mathématique ou de la physique en Russie, par exemple, seraient probablement plus autonomes à cet égard.

reconfigurations spécifiques des espaces disciplinaires liées à la montée en puissance des experts en économie dans la sphère publique et politique. Il ne s'agit pas seulement de rapports plus étroits entre le 'champ scientifique' et le 'champ politique'. L'importance croissante des économistes coïncide avec une redéfinition de ce que l'on désignait comme science et comme politique et des frontières établies entre elles.

Ces dynamiques décentrées et ce brouillage des frontières entre les espaces sociaux conduisent les chercheurs, qui font usage des notions bourdieusiennes, à avoir recours à des stratégies de recherche attentives à la superposition des champs sociaux. Par exemple, une sociologue russe ne parle plus d'un champ de l'*economics*, mais préfère analyser un *topos* spécifique où s'entrecroisent les champs économique, politique, étatique et celui des sciences sociales (Chmatko, 2002). En outre, l'internationalisation des espaces de production et de circulation du savoir économique tend à effacer les frontières disciplinaires nationales. Ce phénomène conduit à faire un usage plutôt métaphorique du concept de 'champ' en parlant, à titre d'exemple, d'un 'champ de l'État' mais en privilégiant des biographies et des stratégies d'acteurs individuels qui parcourent ces espaces hybrides (Dezalay & Garth, 2002).

La construction d'un 'champ' en tant que représentation spatiale de la distribution statistique des propriétés actives d'acteurs (à l'aide des techniques d'analyse géométrique des données), identifiés selon des critères plus ou moins arbitraires, permet, dans ce contexte, de révéler l'ensemble des positions et des prises de position, de mettre en évidence des principes de divisions internes et de structuration de ces espaces<sup>28</sup>. Cependant, la notion de 'champ' lorsqu'elle est utilisée pour décrire de manière statistique la structure de tout espace social (disciplinaire ou hybride, national ou transnational) devient un outil purement formel ou purement métaphorique, vidé de l'essentiel de son contenu.

Devant ces limites, on est conduit, pour étudier l'évolution institutionnelle et intellectuelle des sciences économiques, à chercher des outils et des stratégies analytiques complémentaires, voire alternatives. Deux perspectives ont été mobilisées dans notre analyse des cas nationaux: la sociologie historique et comparative des sciences sociales, d'une part, et l'anthropologie des sciences et des techniques, d'autre part. Même si le développement systématique d'un cadre analytique alternatif dépasse largement les objectifs de cet article, certains éclairages apportés par ces perspectives méritent d'être mentionnés.

La sociologie historique et comparative permet, comme le soulignent Wagner et Wittrock (Wagner, Wittrock & Whitley, 1991: 332), de nuancer des schémas universalisants, ceux d'autonomisation ou de différenciation fonctionnelle, en montrant la variabilité et le caractère non linéaire de développement des sciences sociales selon le pays. Dans un esprit similaire, l'étude historique et comparative de Fourcade, consacrée au développement des sciences économiques en France, en Grande-Bretagne et aux États-Unis, décrit des 'profils nationaux' de l'économiste et met en évidence l'absence d'une 'voie unique d'institutionnalisation de l'expertise économique dans la science, dans la politique et dans le business' (Fourcade, 2009:3; c'est nous qui traduisons).

La variabilité des expériences nationales n'implique cependant pas un exceptionnalisme méthodologique et n'interdit point d'établir ce qui relève du commun et du particulier dans les cas étudiés. Au contraire, les reconstructions historiques

---

<sup>28</sup> À titre d'exemple, des travaux de Frédéric Lebaron sur les économistes (Lebaron, 2000), de Gisèle Sapiro sur les écrivains (Sapiro, 1999), de François Denord sur les acteurs du mouvement néolibéral (Denord, 2007) apportent des éclairages précieux sur leurs sujets d'étude respectifs.

détaillées permettent de dégager des régularités qui peuvent, autrement, être négligées ou présentées comme une 'déviation', voire un 'exotisme'. Ainsi, cette analyse historique et comparative a mis en lumière une forte articulation entre savoir et pouvoir en Argentine comme en Russie, qui se présente comme une caractéristique fondamentale de ces deux sociétés et non pas comme une déformation contingente.

L'anthropologie des sciences et de techniques permet, pour sa part, d'apporter un éclairage à certaines questions qui ne peuvent pas être résolues en mobilisant uniquement la notion de champ: Comment séparer les pratiques scientifiques, techniques et politiques quand elles se présentent complètement entremêlées? Comment comprendre l'emprise de ces acteurs sur nos sociétés? Comme le signale notamment Shapin (1985), en citant une série d'exemples provenant des sciences exactes et naturelles, le destin des innovations intellectuelles et des communautés qui les produisent dépendent du fait de réussir ou non à se faire approprier et reconnaître par des acteurs étrangers à l'espace scientifique et technique pour s'intégrer enfin à l'automatisme des pratiques quotidiennes.

Ainsi, par la mobilisation d'outils et d'alliés divers, les experts en économie se présentent, en Russie et en Argentine, moins comme des membres d'un champ spécifique quelconque que comme intermédiaires entre des ordres et des impératifs divers. Mi-politiques, mi-scientifiques, les experts en économie ont développé des pratiques singulières dont la régulation et la source de légitimité restent incertaines. Loin de l'image plus traditionnelle d'universitaire détaché transitoirement de ses fonctions (Trepos, 1996 :71), les experts en économie sont des professionnels 'utiles' et 'polyvalents' à temps plein. Dans ce sens, les experts sont devenus des points de médiation et d'assemblage (Callon & Rip, 1992) entre le grand patronat, les organisations internationales, les cercles universitaires internationalisés, les partis politiques, les médias, l'opinion publique et l'administration de l'Etat.

Il n'en reste pas moins que les mises en garde de Pierre Bourdieu détiennent toute leur actualité et toute leur pertinence pour les cas étudiés en ce qui concerne les dangers de la mondialisation, souvent synonyme de commercialisation, pour les productions scientifiques et culturelles nationales. Si les experts en économie ont fourni des outils de politique économique à la sortie des régimes autoritaires, c'était en niant le caractère controversé des 'vérités scientifiques' et le contenu normatif des interventions technopolitiques. Non seulement ces nouvelles figures de l'action publique ont échappé au contrôle des acteurs politiques et sociaux, mais elles n'ont pas non plus été soumises à la surveillance morale et épistémologique de leur communauté 'd'appartenance'. Comme le souligne Wagner (2004: 84), ce faisant 'les sciences sociales perdront leur fondements culturels et les sociétés une source essentielle de savoir et d'autoanalyse'. Il semble que l'étude des sciences économiques dans des sociétés comme l'Argentine et la Russie, dans une perspective non eurocentrique, apporte des pistes pour appréhender ce phénomène de recomposition des savoirs et des élites, auquel les 'champs' universitaires et politiques du 'premier monde' ne sont pas restés imperméables.

## Références

- Abbott, A. (1988) *The System of Professions: an Essay on the Division of Expert Labor*. Chicago: University of Chicago Press.
- Abbott, A. (2001) *Chaos of Disciplines*. Chicago: University Of Chicago Press.
- Alexander, J. (2000) *La Réduction. Critique de Bourdieu*. Paris: CERF.
- Arrese, A. (2002) *Prensa económica : De la Loyd's list al wsj.com*. Pamplona: EUNSA.
- Autume, A. d' & Cartelier, J. (eds) (1995) *L'économie devient-elle une science dure ?* Paris:

Economica.

- Beaud, M. & Dostaler, G. [1996 (1993)] *La pensée économique depuis Keynes*. Paris: Seuil.
- Beck, U. [2001 (1973)] *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*. Paris, Aubier.
- Becker, H. (2006) 'A dialogue on the Ideas of 'world' and 'field'', *Sociological forum* 21: 275-286.
- Bell, D. & Kristol, I. (1986) *Crise et Renouveau de la théorie économique*. Paris: Bonnel/Publisud.
- Beltrán, G. (2005) 'Formación profesional y producción intelectual en tiempos de cambio político. Las carreras de sociología y economía de la Universidad de Buenos Aires durante los años noventa', in P. Gentili & B. Levy (eds) *Espacio público y privatización del conocimiento. Estudios sobre políticas universitarias en América Latina*, pp. 463-521. Buenos Aire. CLACSO.
- Bockman, J. & Eyal, G. (2002) 'Eastern Europe as a Laboratory for Economic Knowledge: The Transnational Roots of Neoliberalism', *American Journal of Sociology* 108(2):310-352.
- Bourdieu, P. & Passeron, J.-C. (1970) *La Reproduction. Éléments pour une théorie du système d'enseignement*. Paris: Minuit, 1970.
- Bourdieu, P. (1971a) 'Genèse et structure du champ religieux', *Revue Française de Sociologie* XII:295-334.
- Bourdieu, P. (1971b) 'Le marché des biens symboliques', *Année sociologique* 22:49-126.
- Bourdieu, P. (1976) 'Le champ scientifique', *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 2-3(8/9):88-104.
- Bourdieu, P. (1977) 'Sur le pouvoir symbolique', *Annales ESC* 32(3):405-411.
- Bourdieu, P. (1984a) *Homo Academicus*. Paris: Les Éditions de Minuit.
- Bourdieu, P. (1984b) *Questions de sociologie*. Paris: Les Éditions de Minuit.
- Bourdieu, P. (1987) 'Le champ intellectuel: Un monde à part', in *Choses dites*, pp. 167-177. Paris: Les Éditions de Minuit.
- Bourdieu, P. (1992) *Les Règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*. Paris: Éditions du Seuil.
- Bourdieu, P. (1995) 'La cause de la science. Comment l'histoire sociale des sciences sociales peut servir le progrès de ces sciences', 106-107:3-10.
- Bourdieu, P. (1996) 'Universitetskaja doxa i tvortchestvo: protiv sholastitscheskih delenij' [in Russian], *Socio-Logos'96*. Moscou: Socio-Logos.
- Bourdieu, P. (1997) 'Le champ économique', *Actes de la recherche en sciences sociales* 119:48-66.
- Bourdieu, P. (1998) *Contre-feux: propos pour servir à la résistance contre l'invasion néo-libérale*. Paris: Liber-Raisons d'agir.
- Bourdieu, P. (2001) *Science de la science et réflexivité*. Paris: Éditions Raisons d'agir.
- Brochier, H. (1995) 'L'économie comme science positive et normative'. In A. d'Autume, & J. Cartelier (eds.) *op.cit* : pp. 38-54.
- Calhoun, C. (1993) *Habitus, Field, and Capital: The Question of Historical Specificity*, in E. Lipuma, M. Postone, & C. Calhoun (eds) *Bourdieu: Critical Perspectives*, pp. 61-88. Chicago: University Of Chicago Press.
- Callon, M. & A. Rip (1992) 'Humains, non humains : morale d'une coexistence' in Theys, J. & B. Kalaora (eds), *La terre outragée. Les experts sont formels*, pp. 140-156. Paris: Autrement.
- Califa, J. (2006) 'Ganando espacios. Avance de las universidades privadas de elite en la Argentina. Una introducción desde las carreras de economía', *Realidad Económica* 220: 97-112.
- Centeno, M. A. (1994) *Democracy within reason. Technocratic Revolution in Mexico*. Pennsylvania: The Pennsylvania State University Press.
- Chmatko, N. (2002) 'Les économistes russes entre orthodoxie marxiste et radicalisme libéral', *Genèses* 47:123-139.
- Coats, A. W. (1993) *The sociology and professionalization of economics*. London; New York: Routledge.
- Conaghan, C. (1988) 'Capitalists, technocrats and politicians : economic policy making and democracy in the central Andes', *Helen Kellogg Institute for international studies Working paper* 109.
- Denord, F. (2007) *Néo-libéralisme version française. Histoire d'une idéologie politique*. Paris, Demopolis.
- Devillard, J. (1989) 'L'hégémonie des revues d'économie anglo-saxonnes', *La revue des revues*, 7, printemps:38-49.
- Dezalay, Y. & Garth, B. (2002) *La mondialisation des guerres de palais*. Paris: Seuil.
- Foucault, M. (2004a) 1977-1978: *Sécurité, territoire, population*. Gallimard: Paris.
- Foucault, M. (2004b) 1978-1979: *Naissance de la biopolitique*. Gallimard: Paris.
- Fourcade, M. (2009) *Economists and Societies: Discipline and Profession in the United States, Britain, and France, 1890s to 1990s*. Princeton: Princeton University Press.
- Furner, M. O., & Supple, B. (1990) *The State and economic knowledge: the American and British*

- experience. [Washington, D.C.] Cambridge; New York: Woodrow Wilson International Center for Scholars Cambridge University Press.
- Habermas, J. [1990 (1968)] *La technique et la science comme idéologie*. Paris: Gallimard.
- Heredia, M. (2007) *Les métamorphoses de la représentation. Les économistes et le politique en Argentine (1975-2001)*. Thèse de doctorat. École des Hautes Études en Sciences Sociales. Paris.
- Heredia, M. & Kirtchik, O. (2010) «Argentinian and Russian experiences of neoliberalism in a comparative perspective», *Laboratorium: Russian Review of Social Research* 3: à paraître.
- Hirschman, A. (1984) *L'économie comme science morale et politique*. Paris: Hautes Etudes-Gallimard-Le Seuil.
- Kirtchik, O. (2007) *La question agraire en Russie au croisement du pouvoir et des sciences économiques*. Thèse de doctorat. École des Hautes Études en Sciences Sociales. Paris.
- Krugman, P. (2009) 'How Did Economists Get It So Wrong?' NYT, September 2.
- Lebaron, F. (2000) *La croyance économique. Les économistes entre science et politique*. Paris: Seuil.
- Lebaron, F. (2004) 'Pierre Bourdieu: Economic Models against Economism', in D.L. Swartz & V. Zolberg (eds) *After Bourdieu. Influence, Critique, Elaboration*, pp.87-101. Dordrecht / Boston / London, Kluwer.
- Loureiro, M.R. (1997) *Os economistas no governo. Gestão econômica e democracia*. Rio de Janeiro: Fundação Getulio Vargas.
- Love, J. (1996) 'Economic ideas and ideologies in Latin America since 1930'. In Bethell, L. (ed.) *Ideas and ideologies in twentieth century Latin America*. Cambridge: Cambridge University Press, pp. 207-274.
- Markoff, J. & Montecinos, V. (1994) 'El irresistible ascenso de los economistas', *Desarrollo Económico* 34(133):3-29.
- Medvetz, T. (2009) 'Les think tanks aux États-Unis. L'émergence d'un sous-espace de production des savoirs', *Actes de la recherche en sciences sociales* 174:81-91.
- Neiburg, F. & Plotkin, M. (2004) 'Internationalisation et développement. Les 'Di Tella' et la nouvelle économie en Argentine', *Actes de la recherche en sciences sociales* 151-152:57-67.
- Pablo, J. C. de (1994) *¿Quién hubiera dicho? La transformación que lideraron Menem y Cavallo*. Buenos Aires: Planeta.
- Pareto, V. (2008 (1901)) *The rise and fall of elites. An application of theoretical sociology*. New Brunswick: Translation Publishers.
- Plotkin, M. (2005) 'Intellectual Elites and State Elites : The Economists in Argentina, 1913-1935'. Buenos Aires: ronéo.
- Rich, A. (2004) *Think tanks, Public Policy, and the Politics of Expertise*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Saint Martin de, M. (2002) 'Sociologue dans la cité', in *La lettre du CEMS* 10:1-4.
- Sapiro, G. (1999) *La Guerre des écrivains, 1940-1953*. Paris: Fayard.
- Shapin, S. (1985) 'L'histoire sociale des sciences est-elle possible ?'. In M. Callon & B. Latour (sous la dir. de) *Les scientifiques et leurs alliés*. Paris : Pandore : 181-235.
- Stanziani, A. (1998) *L'économie en révolution. Le cas russe, 1870-1930*. Paris: Albin Michel.
- Stone, D. & Andrew, D. (eds.) (2002) *Think Tanks Traditions: Policy Research and the Politics of Ideas*. Manchester: Manchester University Press.
- Terán, O. (1987) *Positivismo y nación en Argentina*. Buenos Aires: Puntosur.
- Tovillas, P. (2001) 'L'accréditation des programmes de troisième cycle dans le domaine de l'Administration en Argentine. Les limites de l'expertise universitaire'. Mémoire de DEA présenté à l'Institut d'Etudes Politiques, Paris.
- Trepos, J.-Y. (1996) *La sociologie de l'expertise*. Paris: PUF.
- Wagner, P., Wittrock, B. (1991) 'States, institutions and discourses: a comparative perspective on the structuration of the social sciences', in Wagner, P., Wittrock, B. & Whitley, R. (eds) *Discourses on society: the shaping of the social science disciplines*. Vol. XV, pp. 331-358. Dordrecht, Boston, London: Kluwer Academic Publishers.
- Wagner, P. (2004) 'Formes d'Etat et formes de savoir social. Traditions nationales et pluralité d'interprétations de la modernité', in B. Zimmermann (ed.) *Les sciences sociales à l'épreuve de l'action*, pp. 55-87. Paris: Editions MSH.
- Weintraub, E. R. (2002) *How economics became a mathematical science*. Durham and London: Duke University Press.
- Williamson, J. (1990) 'What Washington means by policy reforms,' in J. Williamson (ed.) *Latin American adjustment. How much has happened?* pp. 7-20. Washington: Institute for International Economics.